



ACCORD DE PARTENARIAT

entre l'Autorité de Gestion et l'établissement public Paris Terres d'envol relatif à l'Assistance Technique FSE

Vu le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion, au Fonds européen agricole pour le développement rural et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, portant dispositions générales applicables au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen, au Fonds de cohésion et au Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche, et ses modifications ;

Vu le règlement (UE) n°1304/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen et ses éventuelles modifications ;

Vu le règlement délégué (UE) 2019/1867 de la Commission du 28 août 2019 complétant le règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement d'un financement à taux forfaitaire ;

Vu le décret n°2019-225 du 22 mars 2019 modifiant le décret n°2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses dans le cadre des programmes soutenus par les fonds européens structurels et d'investissement pour la période 2014-2020 ;

Vu l'arrêté du 17 mars 2021 modifiant l'arrêté du 8 mars 2016 pris en application du décret n° 2016-279 du 8 mars 2016 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens pour la période 2014-2020 ;

Vu la convention de délégation de tâches du lundi 10 octobre 2016 au titre de l'investissement territorial intégré du volet urbain du programme opérationnel régional FEDER-FSE-IEJ et ses avenants ;

Vu la consultation écrite du CRSI du 8 décembre 2020, adoptant le recours à l'Assistance Technique Forfaitaire au titre du Programme opérationnel régional FEDER FSE de l'Île de France et du Bassin de la Seine ;

Vu le Comité Régional de Programmation du 21 octobre 2021 validant la convention chef de file relative à l'Assistance Technique Forfaitaire FSE ;



IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT ENTRE :

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé 2, rue Simone Veil - 93400 Saint-Ouen-sur-Seine,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée en vertu de
la délibération n° CP 2020-C33 du 18 novembre 2020,
ci-après dénommée « l'Autorité de Gestion »
d'une part,

Et

L'Organisme Intermédiaire : PARIS TERRES D'ENVOL
dont le statut juridique est Etablissement public territorial
N° SIRET 20005809700011
dont le siège social est situé au : BP 10018 93601 AULNAY-SOUS-BOIS Cedex
représenté par son Président Monsieur Bruno BESCHIZZA
ci-après dénommé « le partenaire »
d'autre part,



PREAMBULE :

Afin de simplifier la gestion des crédits d'Assistance Technique (AT) et comme le permet le règlement délégué (UE) 2019/1867 de la Commission Européenne du 28 août 2019, l'Autorité de Gestion opte pour la mise en place du processus de financement à taux forfaitaire de l'assistance technique. L'Autorité de Gestion déclare lors de chaque appel de fonds un montant total de dépenses d'assistance technique correspondant à 4% de l'ensemble des dépenses certifiées pour l'appel de fonds et redistribue ce montant au partenaire à travers les modalités décrites dans le présent accord de partenariat.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ACCORD DE PARTENARIAT

Cet accord de partenariat remplace les modalités de remontée et de versement de l'assistance technique du partenaire mises en place jusqu'alors pour la programmation 2014-2020.

L'Autorité de Gestion accorde au partenaire une subvention d'un montant maximal de **26 007,05 €**.

Cette subvention intervient en contrepartie des dépenses d'assistance technique supportées par le partenaire entre le 01/01/2018 et le 31/12/2022.

Les dépenses du partenaire sont remontées directement à l'Autorité de Gestion sans passer par Synergie. Le partenaire dépose ses pièces justificatives (voir article 4.2) sur la plateforme envoi.iledefrance.fr via le lien individuel reçu.

L'Autorité de Gestion consolide une demande de paiement.

Elle sollicite la subvention au nom du partenaire qui reçoit, sur un compte spécifique, le montant de la subvention correspondant aux dépenses éligibles présentées dans la demande de paiement.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD DE PARTENARIAT

Cet accord prend effet dès signature et jusqu'au 31/12/2023.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU PARTENAIRE

Le partenaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la remontée des dépenses selon les modalités définies ci-après :

3.1. OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le partenaire s'engage à :

- Informer l'Autorité de Gestion dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du



siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer l'Autorité de Gestion par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution des engagements du présent accord.
- Le partenaire s'engage à conserver toutes les pièces justificatives et les pièces comptables jusqu'au 31 décembre 2027, sauf dispositions plus contraignantes du droit français.
- Faciliter tout contrôle par l'Autorité de Gestion, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

3.2. OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Le partenaire du présent accord doit respecter l'obligation de communication de la participation des financements de l'Union européenne auprès de ses partenaires et de ses collaborateurs.

Dans ce cadre, il s'engage à mettre en place les actions d'information et de communication internes et externes suivantes :

- Apposer les logos suivants sur tous les supports internes et externes de son projet (courriers, brochures, pages Internet, blocs signature d'email, affiches, supports de communication, etc.) ;
- Apposer l'emblème de l'Union européenne avec la mention « Union européenne » en-dessous ;
- Apposer le logo de la Région Île-de-France ;
- Mentionner, en toutes lettres, une phrase indiquant le cofinancement du FESI à côté des logos et emblèmes : « Ce projet est cofinancé par (nom du fonds) » ;
- Apposer une affiche (minimum A3), présentant le nom, le principal objectif du projet et le soutien financier octroyé par l'Union européenne, à l'entrée du bâtiment de façon permanente et dans un endroit bien visible. Il est possible de disposer des affiches ailleurs dans les locaux en complément ;
- Autoriser la Région Île-de-France et la Commission européenne à communiquer sur les projets, les bilans et les résultats.

Les éléments relatifs à l'obligation de communication du bénéficiaire sont disponibles et téléchargeables sur le site dédié aux financements européens en Île-de-France, dans la rubrique Ressources, www.europeidf.fr.

ARTICLE 4 : MODALITES DE GESTION FINANCIERE

4.1. MODALITES DE REVERSEMENT DES FONDS EUROPEENS AU PARTENAIRE



L'organisme de paiement procède au versement de l'aide sur le compte :

Partenaire : PARIS TERRES D'ENVOL
Etablissement bancaire : Banque de France
N° IBAN : FR45 3000 1009 34E9 3300 0000 026
Code BIC : BDFEFRPPCCT

4.2. PIECES JUSTIFICATIVES PROBANTES

Le paiement de l'aide au partenaire est conditionné par la production de pièces justificatives probantes permettant d'attester de la réalité de la dépense. Les pièces justificatives sont les suivantes :

- Etat récapitulatif des dépenses ;
- Bilan d'activité ;
- Bulletins de salaire et lettres de mission ;
- Factures acquittées.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU REGLEMENT GENERAL DE LA PROTECTION DES DONNEES (RGPD)

Dans le cadre de ses missions relatives au contrôle du traitement des opérations, la Région est considérée comme tiers-autorisé dans la mesure où elle est soumise à une obligation légale.

Au titre de la collecte des données, la Région Ile-de-France, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse, en vertu de la délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015, sise 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen est responsable de traitement au sens de l'article 4 du RGPD.

Dans le cadre de la relation contractuelle entre l'Autorité de Gestion et le partenaire, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, en particulier, le RGPD et de la loi informatique et libertés n°78-17 modifiée par la loi 2018-493 du 26 juin 2018.

Il est de la responsabilité de l'Autorité de Gestion, en tant que chef de file, d'informer le partenaire, a minima à l'oral, de ses droits d'accès à ses données personnelles et de rectification de celles-ci. Il s'agira notamment de l'informer que les renseignements recueillis feront l'objet d'un traitement informatique destiné au suivi et à l'évaluation du Programme opérationnel régional 2014-2020 de l'Île-de-France et du bassin de Seine. Le destinataire des données est la Région.

Le traitement de données est mis en œuvre par la Région Ile-de-France, Direction des affaires européennes - 2 rue Simone Veil 93400 Saint Ouen, qui en est le responsable de traitement. Ces droits peuvent être exercés à l'adresse électronique : donnees-personnelles@iledefrance.fr

Les données seront conservées 3 ans à partir du dernier paiement réalisé par la Commission européenne à la Région puis 10 ans pour répondre aux obligations de contrôle.



Pour toute information complémentaire, M. Manuel BEGUIER
délégué à la protection des données pour ce traitement, peut être joint par courriel à l'adresse
suivante : dpo@iledefrance.fr .

Au titre de ces dispositions, l'Autorité de gestion s'engage à prendre toutes précautions utiles
afin de préserver la sécurité des informations qu'elle aura collectées auprès du partenaire et
notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des
personnes non autorisées.

ARTICLES 6 : PROCEDURES EN CAS DE MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'irrégularités constatées relevant du partenaire, l'Autorité de gestion peut suspendre
le paiement de l'aide européenne et demander le remboursement de l'aide indument versée.

Si le partenaire ne respecte pas ses obligations contractuelles, l'Autorité de gestion l'informe
par écrit afin qu'elle prenne les mesures nécessaires pour corriger le ou les manquements
identifiés dans un délai raisonnable. Si à l'issue de ce délai, le partenaire n'a pas pris les
mesures nécessaires, l'Autorité de Gestion peut décider de l'exclure.

Si l'Autorité de gestion ne respecte pas ses obligations contractuelles, le partenaire peut se
retourner contre cette dernière pour qu'elle prenne les mesures nécessaires de correction du
ou des manquements identifiés dans un délai raisonnable.

ARTICLE 7 : CONTENTIEUX ET RECOURS

En cas de litige, les parties disposent de la faculté d'introduire un recours contentieux devant
le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 8 : MODIFICATIONS DE L'ACCORD DE PARTENARIAT

Les dispositions du présent accord peuvent être modifiées par voie d'avenant signé par
chacune des parties contractuelles.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine, le

En 2 exemplaires :

Le partenaire (nom et qualité du
signataire et tampon de la structure)

Le chef de file (nom et qualité du
signataire et tampon de la structure)